



CHAPITRE 1

RÉSULTAT FISCAL ET RÉGIME APPLICABLE

Introduction

Lorsqu'il s'agit de gestion comptable et fiscale, l'établissement, le contrôle et la validation des déclarations fiscales annuelles constituent un volet essentiel de l'activité d'un gestionnaire comptable et fiscal. Ce processus, crucial pour la conformité légale et fiscale de l'entreprise, repose sur la capacité à déterminer avec précision le résultat fiscal tout en appliquant les règles et les principes comptables régissant le régime applicable, qu'il soit simplifié ou normal.

Les déclarations fiscales annuelles permettent de matérialiser les obligations fiscales de l'entreprise envers l'administration fiscale. Elles interviennent après la clôture de l'exercice et nécessitent une profonde compréhension des ajustements extra-comptables. Ces ajustements correspondent souvent à des réintégrations ou des déductions de charges et de produits spécifiques, qui, bien que comptabilisés, ne sont pas fiscalement admis ou doivent faire l'objet de retraits pour obtenir le résultat fiscal.

Pour établir correctement ces déclarations, le gestionnaire comptable et fiscal doit maîtriser les différentes étapes du processus, depuis la collecte des informations pertinentes jusqu'à leur retranscription dans les formulaires fiscaux, en passant par l'analyse et la justification des traitements effectués. Ce travail s'effectue dans un contexte numérisé impliquant souvent l'utilisation de logiciels spécialisés et des transmissions dématérialisées via des plateformes sécurisées.

L'objectif de cette compétence est donc multiple : il s'agit non seulement de déterminer correctement le montant de l'impôt dû, mais aussi de garantir la cohérence et la véracité des informations déclarées, assurant ainsi une relation de transparence et de confiance avec l'administration fiscale. Le respect des échéances et la précision des informations sont primordiaux, car des erreurs ou des omissions peuvent conduire à des sanctions financières, voire administratives.

À travers cette démarche, le gestionnaire comptable et fiscal contribue également à la stratégie financière de l'entreprise en optimisant la charge fiscale et en assurant une gestion rigoureuse des obligations fiscales. La connaissance des diverses dispositions fiscales, la capacité à effectuer des retraitements variés, et la rigueur du contrôle interne sont autant de compétences nécessaires pour mener à bien cette mission. En somme, établir, contrôler et valider les déclarations fiscales annuelles, c'est bien plus que remplir des formulaires : c'est un exercice de précision et d'expertise.

Explication du cours

Pour comprendre pleinement l'importance de l'établissement, du contrôle et de la validation des déclarations fiscales annuelles, il est essentiel de se plonger dans les concepts de résultat fiscal et des régimes fiscaux applicables. Ces notions sont fondamentales pour toute personne impliquée dans la gestion comptable et fiscale d'une entreprise.

Le résultat fiscal constitue l'assiette de calcul de l'impôt sur les sociétés (IS) ou de l'impôt sur le revenu (IR) pour les entreprises. Il diffère du résultat comptable, car il prend en compte des retraitements extra-comptables pour être en conformité avec la législation fiscale. Plusieurs étapes sont nécessaires pour le déterminer :

1. **Détermination du résultat comptable** : C'est la base dont on part pour arriver au résultat fiscal. Par exemple, une entreprise pourrait afficher un résultat comptable de 100 000 euros. Ce montant est établi selon les normes comptables en vigueur, incluant les produits et charges de l'entreprise pour l'exercice en question.
2. **Retraitements fiscaux** : Divers ajustements peuvent être nécessaires pour passer du résultat comptable au résultat fiscal. Les charges non déductibles fiscalement, telles que les amendes ou les pénalités, doivent être réintégrées. À l'inverse, des produits exonérés doivent être déduits. Par exemple, si une entreprise a payé une amende de 5 000 euros, ce montant sera ajouté à son résultat comptable.
3. **Calcul du résultat fiscal** : Après les ajustements, le résultat comptable ajusté peut être utilisé pour déterminer le résultat fiscal. Supposons, après ajustements, le résultat fiscal soit de 105 000 euros.

Les régimes fiscaux applicables dépendront du type d'entreprise et de sa taille. Les principales options sont le régime réel simplifié et le régime réel normal.

Régime Réel Simplifié

Ce régime s'applique généralement aux entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 789 000 euros pour la vente de marchandises ou 238 000 euros pour les prestations de services. Voici comment ce régime se présente :

- **Déclarations et paiements semestriels** : La régularité des paiements et des déclarations est simplifiée par rapport au régime réel normal. Les entreprises effectuent des paiements semestriellement.
- **Comptabilité allégée** : Les obligations comptables sont moins lourdes. Par exemple, une petite boulangerie utilisant ce régime ne serait pas obligée de tenir une comptabilité analytique détaillée mais seulement d'assurer un minimum de suivi régulier de son chiffre d'affaires et de ses dépenses.

Exemple Hypothétique :

Prenons une entreprise de rénovation de maisons qui opère sous le régime réel simplifié. Son chiffre d'affaires annuel est de 150 000 euros. Chaque semestre, elle doit donc préparer une déclaration semestrielle de TVA et s'acquitter de son montant dû. À la fin de l'année, elle devra ajuster ses paiements en fonction de ses dépenses et recettes réelles, mais n'aura pas à tenir de comptes très détaillés.

Régime Réel Normal

Ce régime concerne les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur aux seuils du régime réel simplifié. Il impose des obligations de déclaration plus fréquentes et une comptabilité plus rigoureuse :

- **Déclarations mensuelles ou trimestrielles** : Les entreprises doivent effectuer des déclarations plus fréquentes, chaque mois ou chaque trimestre.
- **Comptabilité plus détaillée** : Une comptabilité complète et plus détaillée est exigée. Par exemple, une société de développement logiciel facturant au moins 800 000 euros par an est obligée d'effectuer des suivis rigoureux de chaque projet et de chaque coût associé.

Exemple Concret :

Considérons une grande entreprise manufacturière avec un chiffre d'affaires de 5 millions d'euros par an. Elle devra produire chaque mois une déclaration de TVA, détailler ses coûts de production et ses dépenses opérationnelles. À la fin de l'année, elle présente un bilan détaillé, incluant l'amortissement des machines et l'allocation des coûts indirects pour déterminer le résultat fiscal précis.

Déclaration des Résultats et Paiement de l'Impôt

Pour toutes les entreprises, une fois les résultats fiscaux annuels déterminés, il est essentiel de préparer la liasse fiscale qui comprend :

- La déclaration de résultat (formulaire n°2065 pour les sociétés soumises à l'IS)
- La détermination et le paiement de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu.

Exemple Hypothétique de Liasse Fiscale

Supposons une entreprise de création de meubles rapporte un résultat fiscal annuel de 200 000 euros après tous les ajustements. Elle utilisera le formulaire n°2065 pour déclarer ce résultat. Si le taux d'imposition est de 28%, l'impôt dû sera de 56 000 euros. Cette somme devra être payée aux services fiscaux dans les délais requis.

Glossaire

- **Résultat Comptable** : Total des produits diminué des charges pour un exercice donné.
- **Retraitements fiscaux** : Ajustements nécessaires pour aligner le résultat comptable aux règles fiscales.
- **Amortissement** : Répartition du coût d'un actif sur sa durée de vie.
- **Liasse Fiscale** : Ensemble des documents fiscaux à déposer annuellement par une entreprise auprès de l'administration fiscale.

Au travers de ces explications et exemples concrets, les étudiants devraient avoir une compréhension claire des processus permettant d'établir, de contrôler et de valider les déclarations fiscales annuelles selon les différents régimes fiscaux applicables.

Étude de cas

Étude de Cas : Détermination du Résultat Fiscal et Établissement des Déclarations Fiscales Annuelles pour l'Entreprise XYZ

Contexte de l'Entreprise XYZ :

L'entreprise XYZ est une PME qui opère dans le secteur de la vente de produits électroniques. Elle clôture ses comptes au 31 décembre de chaque année. L'entreprise est soumise au régime du réel normal pour l'impôt sur les sociétés (IS) et doit établir ses déclarations fiscales annuelles.

Situation Initiale :

Au 31 décembre 2022, l'entreprise a enregistré les résultats suivants :

- Chiffre d'affaires : 2 000 000 €
- Achats de marchandises : 1 200 000 €
- Charges de personnel : 400 000 €
- Amortissements et dépréciations : 50 000 €
- Charges locatives : 100 000 €
- Frais de publicité : 30 000 €
- Intérêts sur emprunts : 20 000 €
- Diverses charges : 50 000 €

Objectifs :

1. Déterminer le résultat comptable et le retraiter pour obtenir le résultat fiscal.
2. Identifier les réintégrations et déductions fiscales à effectuer.
3. Établir et valider la déclaration fiscale annuelle en conformité avec la réglementation.

Étapes de l'Analyse du Résultat Fiscal :**1. Calcul du Résultat Comptable :**

Résultat Comptable = Chiffre d'affaires - Charges totales (= 2 000 000 - (1 200 000 + 400 000 + 50 000 + 100 000 + 30 000 + 20 000 + 50 000)) (= 150 000 €)

2. Identification des Réintégrations et Déductions Fiscales :

Réintégrations :

- Frais de publicité jugés excessifs : 10 000 €

Déductions :

- Pas de déductions identifiées dans cet exemple.

3. Calcul du Résultat Fiscal :

Résultat Fiscal = Résultat Comptable

- Réintégrations
- Déductions

(= 150 000 + 10 000 - 0) (= 160 000 €)

4. Calcul de l'Impôt sur les Sociétés :

Taux d'IS applicable pour 2022 : 25%

Impôt sur les Sociétés = Résultat Fiscal x 25% (= 160 000 x 0.25) (= 40 000 €)

5. Etablissement de la Déclaration Fiscale Annuaire (liasse fiscale) :

La liasse fiscale comprend plusieurs formulaires parmi lesquels :

- La déclaration de résultat fiscal (formulaire 2065)
- Les tableaux de détermination du résultat fiscal (2065-SD, 2058-A, 2058-B)
- Les états spécifiques de l'entreprise (2059-A, 2059-B)

Les éléments calculés précédemment sont reportés sur les formulaires adéquats et transmis par voie dématérialisée à l'administration fiscale.

Application Pratique :

En supposant que vous êtes le gestionnaire comptable de XYZ, voici les actions à effectuer :

- Récupérer toutes les pièces comptables nécessaires.
- Utiliser un logiciel de gestion comptable pour initialiser la procédure de clôture annuelle.
- Vérifier toutes les écritures comptables et s'assurer de leur conformité.
- Procéder aux retraitements nécessaires pour déterminer le résultat fiscal.
- Etablir et vérifier la liasse fiscale en utilisant les éléments calculés.

Compétences Mobilisées :

Cette étude de cas illustre concrètement la compétence du référentiel « Etablir, contrôler et valider les déclarations fiscales annuelles » en mobilisant les savoir-faire techniques et organisationnels nécessaires pour :

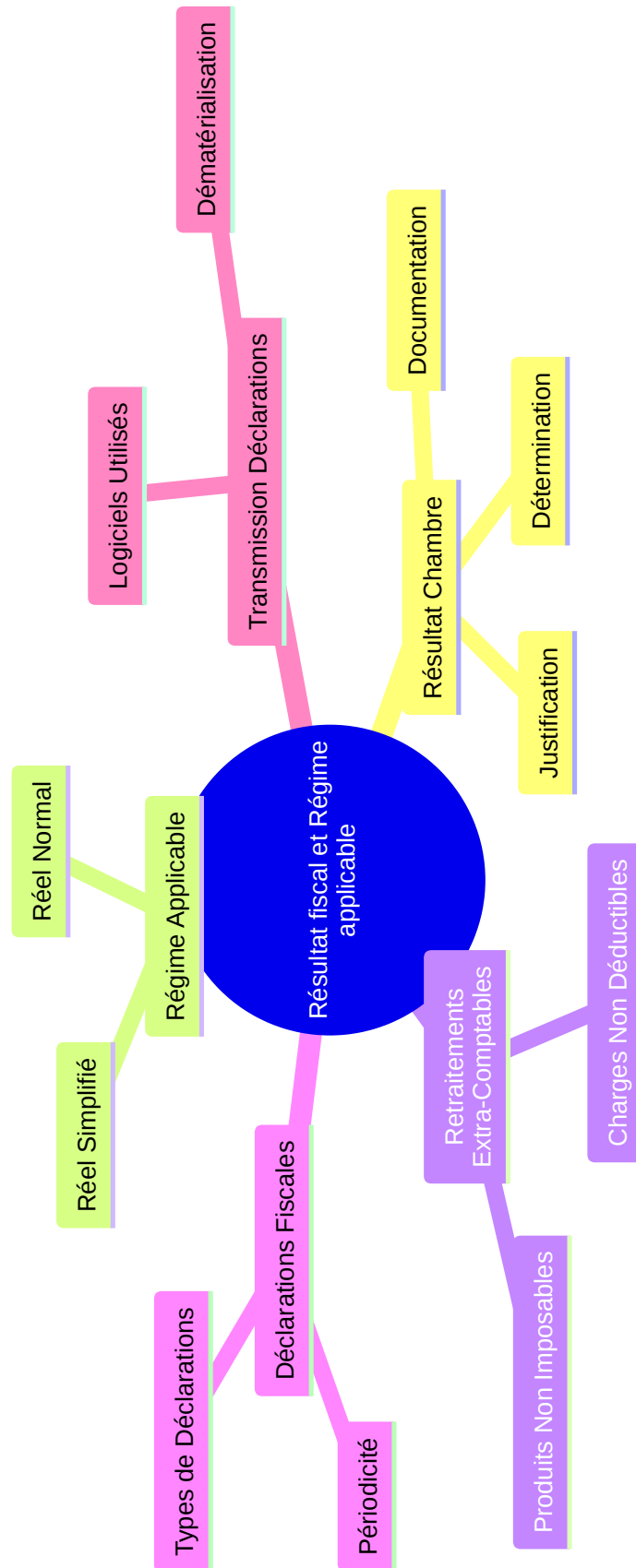
- Collecter les informations pertinentes
- Assurer la conformité des enregistrements aux réglementations fiscales
- Calculer et réintégrer systématiquement les éléments fiscaux
- Etablir et synthétiser les déclarations annuelles

Les compétences transversales telles que le respect des délais, l'application rigoureuse des procédures et la vérification des travaux sont des éléments essentiels pour garantir le succès de cette tâche.

Conclusion :

Cette étude de cas met en lumière l'importance de la rigueur et de la méthodologie dans l'établissement des déclarations fiscales annuelles. En suivant les étapes décrites et en appliquant les connaissances théoriques du référentiel, le gestionnaire comptable et fiscal est en mesure d'assurer une gestion fiscale conforme et efficiente.

À retenir



À retenir

La détermination du résultat fiscal constitue une étape essentielle dans la gestion comptable de l'entreprise. La première étape consiste à partir du résultat comptable que l'on ajuste en intégrant des retraitements extra-comptables, tels que les réintégrations de charges non déductibles et les déductions fiscales spécifiques. Le régime applicable, qu'il soit le régime simplifié ou le régime normal, dicte les déclarations fiscales à produire, chacune ayant ses particularités et ses échéances spécifiques. Le gestionnaire comptable et fiscal se doit de prendre en compte ces régimes pour effectuer les calculs et compléter les déclarations de manière précise, tout en respectant les exigences de dématérialisation. La vérification rigoureuse des enregistrements et des calculs, ainsi qu'une documentation adéquate des processus, sont des prérequis pour garantir la conformité et l'exactitude des déclarations fiscales annuelles.

Conclusion

En conclusion, la maîtrise des mécanismes de calcul et de contrôle des déclarations fiscales annuelles est essentielle pour assurer la conformité avec la législation fiscale en vigueur. La rigueur et la précision dans la détermination du résultat fiscal, en prenant en compte les spécificités du régime applicable, garantiront non seulement la justesse des déclarations mais aussi la confiance des parties prenantes dans les états financiers de l'entreprise. Une veille constante des évolutions réglementaires et fiscales permettra de maintenir un haut niveau de compétence et d'adaptabilité face aux obligations légales.